

**WORKSHOP ON
« THE CONCEPT OF GLOBAL SCIENCE CORPS (GSC)
IN AFRICA »**

Organized by : the GSC , SIG and UNDP

Hosted by : The African Academy of Sciences (AAS)

Nairobi, January 16-17, 2006

Professeur Emmanuel B. A. K. EDEE
Département de Physique Appliquée
Université de Lomé, Togo

DIASPORAS ET EMIGRANTS AFRICAINS

Aperçu succinct du phénomène

Depuis les années 1960, années de leurs indépendances, les pays africains sont rentrés dans une nouvelle ère, « **celle du développement** ». Le progrès d'un tel développement variait d'un pays à l'autre et était caractérisé essentiellement par une **inadéquation totale entre la « formation et l'emploi »** c'est-à-dire, soit vous aviez du travail qui ne correspondait pas à votre niveau et à votre formation ou et surtout, vous n'en aviez point du tout.

Devant ces conditions de vie très difficiles sur place, doublées parfois d'ambitions personnelles et collectives, les africains n'avaient pas d'autres solutions que d'émigrer vers les pays développés qui offraient une structure d'accueil attrayante dans ce domaine.

Pendant la décennie (1960-1970), cette émigration était considérée comme une perte et donc nuisible pour les pays africains quoique réduisant le chômage sur le plan social.

Dans la même période, l'Afrique a connu « **l'exode des cerveaux** ». *Les meilleurs ingénieurs, techniciens, juristes, médecins, professeurs, chercheurs, scientifiques, artistes, écrivains, etc.. africains quittent leur pays pour l'Europe et l'Amérique du Nord « à la recherche d'un véritable statut, d'une reconnaissance de la valeur de leurs capacités »*. Les régimes de dictature et la crise économique et sociale, provoquée par les Programmes d'ajustements structurels imposés aux pays africains par la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International (FMI) au début des années 1980, forcent *des entrepreneurs, commerçants et négociants, etc., à prendre le chemin des pays riches*. Enfin, les deux dernières décennies (1980-1990 et 1999-2000) ont été celles de nouvelles catégories d'émigrés. Il s'agit *des émigrants écologiques qui fuient les conséquences de la désertification, de la sécheresse et de la famine. Ou encore des émigrants politiques qui ont survécu aux dictatures africaines, des émigrants économiques victimes du chômage endémique, de la crise de l'emploi et de la pauvreté.*

A côté de cet aspect négatif que présente l'émigration, force est de constater que ce phénomène constituait un gain pour les pays d'origine dans la mesure où avec la formation intellectuelle et professionnelle qu'ils auront acquise dans ces pays hôtes, ils pouvaient contribuer de loin ou de près aux projets de développement local de leurs régions, villes et village d'origine.

Il aura alors suffi de les aider et les encourager dans ce sens en créant des conditions spécialement adéquates pour ce faire et c'est là où se situe le nœud de la réflexion à mener au cours de cet atelier.

La diaspora et les émigrés africains constituent et doivent constituer un facteur potentiel de développement du continent. Dans cette perspective, la mondialisation paraît jouer un rôle important. Mais à l'heure actuelle, en ce qui concerne l'Afrique, on constate que de manière générale, les associations des Africains de la diaspora ne sont pas reconnues comme des acteurs du développement par les Etats Africains, les bailleurs de fonds du Nord et les ONG. Le problème fondamental pour ces associations est la non-reconnaissance de leur statut juridique, de ce fait, elles ne peuvent bénéficier de moyens pour s'impliquer dans la coopération pour le développement. On comprend dès lors que les projets de solidarité internationale initiés par les associations diasporiques africaines ne soient point reconnus.

Tentatives de solution :

- **l'exploitation judicieuse, valable et efficace des moyens financiers et humains de la diaspora par l'Afrique**
- **la nécessité pour les dirigeants africains de prendre conscience de ce fait et de considérer l'apport de leur diaspora comme un aspect des alternatives, de l'aide extérieure au développement qui a endetté l'ensemble des pays du tiers monde.**
- **la mise en place de politiques nationales et des lois d'un système bancaire pour attirer l'épargne des travailleurs africains de la diaspora, laquelle épargne pourrait être concrétisée par des investissements productifs.**
- **la pose d'actions concrètes permettant aux diasporas qui le peuvent d'apporter leur contribution au renforcement des capacités scientifiques et technologiques du continent.**

Pour ce faire il faut :

I.

- * **mettre en place des mesures incitatives et de sécurité :**
 - **assainissement de l'environnement politique (bonne gouvernance), respect des libertés fondamentales du citoyen, justice sociale, sécurité pour soi et sa famille.....**
 - **création d'emplois pour les jeunes**
 - **mettre l'homme qu'il faut à la place qu'il faut**
 - **adaptation des salaires au mérite et au rendement**

II.

*** mettre en place des infrastructures d'accueil conduisant au développement :**

- **système éducatif (équipement pour la recherche, science et technologie, allègement des tâches d'enseignement et d'administration, contact avec le monde scientifique international, acquisition de revues scientifiques...)**
- **système sanitaire : (santé, habitat , eau...)**
- **système productif (agriculture, énergie ...)**
- **système de communication : (NTCI) contact permanent entre diaspora (étudiants, professionnels) avec les gouvernements et les employeurs privés ...) des pays d'origine.**

-

III.

Les Universités ; les Centres ou Instituts de recherche ; et de façon plus globale les structures qui correspondent aux emplois que faisaient les membres de la Diaspora dans les pays d'accueil constitueront les points d'inspiration pour les critères.

IV.

Leur présence ne peut être rentable que si les structures d'accueil mises en place sont performantes ; c'est là le nœud du problème (conditions de travail, sécurité, confiance ...). La mise en place d'un programme spécifique n'est pas nécessaire. L'environnement scientifique et technologique se développe en fonction des ressources matérielles et humaines disponibles. Laisser libre cours à l'esprit d'initiative des chercheurs diasporiques et nationaux.

V.

Il est souhaitable que le niveau d'expertise soit le plus élevé possible.

VI.

Les projets à développer doivent préciser au début , les indicateurs d'évaluation. L'appréciation doit se faire par un comité d'experts tant au niveau des Institutions qu'à celui de l'Etat.

VII.

Tout est maintenant prioritaire au niveau du continent africain. Le choix dépendra de la disponibilité et de la compétence des membres de la diaspora, c'est-à-dire de leur formation.

On pourrait à juste titre pour ces points, s'inspirer des idées allant dans le même sens, avancées par la TWAS dans son programme « Research Professors in Least Developed countries (LDCs) » d'un côté et de l'autre par l'UNESCO dans son lancement de l'initiative « Universitaires Sans Frontières (USF) » en particulier la création des « associations de retraités » capables de donner leur appui dans les pays et au sein de la diaspora.

VIII.

On pourrait signaler pour terminer qu'on ne saurait ni pourrait réussir cette entreprise en travaillant tous seuls – c'est dire que des accords de coopération notamment entre les diasporas et leurs pays hôtes d'accueil dans les domaines choisis s'avèrent nécessaires.

Mes remerciements aux Professeurs M. GBEASSOR du Département de Physiologie, M. GUMEDZOE du Département de Virologie Végétale et N. GAYIBOR du Département d'Histoire, de l'Université de Lomé – Togo , pour les échanges fructueux d'idées sur ce sujet.

Professeur Emmanuel B.A.K. EDEE

AFRICAN DIASPORA AND MIGRANTS :

Succint Analysis of the Phenomenon

Since the years 1960, years of their independences, the African countries entered in a new era, "**that of the development**". The progress of such a development varying from one country to another and being primarily characterized by **a total inadequacy between the" formation and employment,"** i.e., this means that you have work which does not correspond to your level of qualification, or you do not have a whole of it.

In front of these very difficult living conditions on the spot doubled sometimes by personal and collective ambitions, African did not have other solutions to only emigrate towards the developed countries which offered attractive reception facilities in this field

During the years (1960-1970) this emigration was regarded as a loss and thus vermin for the African countries though reducing unemployment as regards the social aspects.

During the same period, African countries experienced "**the brain drain**". ***The best engineers, technicians, lawyers, doctors, professors, researchers, scientists, artists, writers, etc. from Africa leave their country for Europe and North America*** in "**the search of a true statute of a recognition of the value of their capacities**". ***The modes of dictatorship and the economic and social crisis, caused by the Programs of adjustments structural imposed on the African countries by the World Bank and the International Monetary Funds (the IMF) at the beginning of the years 1980, force contractors, tradesmen and traders, etc. to be taken the way of the rich countries. Finally the two last decades (1980-1990 and 1990-2000) were those of new categories of emigrants. They are ecological emigrants who flee the consequences of the turning into a desert, the dryness and the famine. Or of political emigrants who survived the African dictatorships, of the economic emigrants victims of endemic unemployment, the poverty and employment crisis.***

Concurrently to this negative aspect that the emigration presents, force is to note that this same phenomenon constituted a profit for the countries of origin insofar as with training intellectual and vocational that they will have acquired in these host countries, they could contribute by far or of loan to the projects of local development in their regions, cities and villages of origin.

It will have then been enough to help them and to encourage them in this direction by creating especially adequate conditions with this intention and it is where is the bottleneck of the reflexion to be carried out during this workshop.

The African diaspora and emigrants constitute and must constitute a potential factor of development of the Continent. From this point of view, universalization appears to play an important part. But at the present time with

regard to Africa, one notes that in a general way, associations of the Africans of the diaspora are not recognized like the actors of the development by the African States, the funding bodies of North and ONG. The fundamental problem for these associations is the not-recognition of their legal statute, so they cannot profit from means to imply itself in the co-operation for the development. It is included/understood since projects of international solidarity initiated by African Diaspora associations are not recognized

Temptative solutions

I

A judicious exploitation of the valuable human resources and financial means of african diaspora

- requires for the African leaders to become aware of “this situation“and to regard the contribution of their diaspora as an aspect of the alternatives, of the assistance external with the development which involved in debt the whole of the Third World countries
- - installation of national policies of the laws of a banking systems to attract the saving of the African workers of the diaspora, which saving could be concretized by productive investments
- - poses concrete actions diasporas which it can contribute their share to the reinforcement of the scientific and technologic capacities of .the continent. With this intention it is necessary:
- to put in place inciting measurements and of safety
- cleansing of the political environment (good governorship) fundamental human rights of the citizen, social justice
- providing jobs for young people
- - the right man at the right place
- salaries based on the merit and the output
-

II

To set up infrastructures of reception leading to the development :

- education system (equipment for research, science and technology, lightening of the spots of teaching and administration, contact with the scientific world, acquisition of scientific reviews) - medical system (health, habitat.) - communication system (NTCI, permanent contact between diaspora (students, professionals) with the private governments and employers.) of the countries of origin.

III

Universities, Centers or Institutes of research; and in a more total way the structures which correspond to employment that made the members of the Diaspora in their host country.

IV

Their presence can be profitable only if the reception facilities installation are powerful: it is the most important problem to be solved (working conditions, safety, confidence.). The installation of a specific program is not necessary. The scientific and technological environment develops according to the material and human resources available. Leave free course with the spirit of initiative of the researchers.

V

It is desirable that the level of expertise is highest possible

VI

The projects to be developed must specify at the beginning the indicators of evaluation. The appreciation must be done by a committee of experts as well on the level of the Institutions as to that of the State.

VII

All has now priority on the level of the African continent. The choice will depend on the availability of the members of the diaspora, it is now the time to talk about training .One could rightly evocate for these points, to take as a starting point the ideas going in the same direction advanced by the TWAS in its program "Research Professors in Least Developed countries (LDCs) by a side and other by UNESCO in its launching of" the university initiative without border (USF)" in particular the creation of "associations of pensioners able to gives their support in the steps and within the diaspora."

VIII

One could announce to finish that one would not know nor could make a success of this kind of task by working isolate, this necessitates cooperation agreements in particular between the diasporas and their host countries of reception in the selected fields .

My thanks go to Professors M. GBEASSOR of the Department of Physiology, M. GUMEDZOE of Plant Virology Department and N. GAYIBOR of Département d' Histoire of the University of Lome –Togo ,for the profitable exchanges of ideas on this subject.

Professor Emmanuel B. A. K .EDEE